

Mondialisation : L'Union européenne et l'accord Mercosur

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Union Européenne

19 janvier 2026



« Le Mercosur ? Un accord d'une autre époque, d'un autre monde ! ».

Qui parle ? Le très européen Michel Barnier, deux fois commissaire à Bruxelles avant sa très courte (trois mois) apparition à Matignon, brièvement interrogé dans la rue, le 8 janvier, près des tracteurs occupant la place de l'Etoile. Un artisan, donc, de ce qu'est devenue l'Union européenne - il a voté oui à Maastricht en 1992, oui au référendum en 2005, en expliquant même, après le vote négatif des Français, qu'il n'y avait pas « de mandat du non » à respecter. Et il soutiendra en 2008 le Traité de Lisbonne - présenté comme un « min-traité » par Nicolas Sarkozy mais qui reprenait l'essentiel de ce qui avait été rejeté en 2005.

Il a donc été témoin et acteur engagé des échecs successifs d'une Europe convaincue que la mondialisation serait heureuse. Et qui a persisté, malgré les échecs répétés des « plans » mis en place, stratégie de Lisbonne dès 2000, relance en 2010 avec les (trois axes de la stratégie Europe 2020) - nous avons rendu compte ici des étapes de ce long déclin, voir ci-dessous, à ne pas manquer ! Le Marché commun du Sud, le Mercosur (qui regroupe l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, 80% du PIB sud-américain) date de la même époque (1999). « À l'époque », résume Morvan Burel pour le *Monde diplomatique* (1), « le président des États-Unis se nommait William Clinton, le commissaire européen au commerce Pascal Lamy et le

directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Michel Camdessus : trois incarnations d'une vague libre-échangiste qui déferla sur la planète à la fin du XX^e siècle ».

Tous persuadés - et militants pour la cause - que l'avenir radieux s'inscrirait dans un monde sans frontières, royaume de l'immigration et du libre-échange, urbanisé, régi par les « règles » que l'Occident « sachant » et occupé à développer ses « services » imposerait aux producteurs à son bénéfice.

Depuis, poursuit Morvan Burel, « *une crise financière majuscule (2008)* », puis, entre autres choses une pandémie majeure « *mettant le chaos dans les chaînes d'approvisionnement* », de concert avec le développement chinois et la désindustrialisation de l'Occident, ont dissipé les illusions, au moins chez les acteurs majeurs. Pour l'Union européenne (« *Un village d'irréductibles bureaucrates* » pour Morvan Burel), il s'agit là d'une simple « panne » temporaire dans le processus de mondialisation. Les acteurs majeurs, Etats-Unis, Chine et même Russie, forte de sa puissance nucléaire, ont compris, eux, qu'il s'agit d'une nouvelle ère et s'organisent en conséquence - personne n'aura manqué d'entendre Donald Trump ni de remarquer ses mouvements (Venezuela) ni ses menaces (Canada, Groenland).

Pourtant, ajoute Morvan Burel, « *le camouflet commercial administré à Bruxelles par Washington aurait pu conduire les dirigeants européens à réévaluer leurs certitudes. Soucieuse d'écartier la menace américaine de taxer à 30 % les produits européens, la Commission a accepté, le 27 juillet dernier, un accord asymétrique extrêmement défavorable. Le texte prévoit que les exportations européennes acquitteront un droit de douane de 15 % à leur entrée aux États-Unis, cependant que les produits industriels et certains produits agricoles (huile de soja, semences de culture, céréales, fruits à coque, ketchup, biscuits, cacao) en provenance d'Amérique pénétreront librement sur le territoire européen* ». De plus, « *la Commission s'est également engagée à ce que le Vieux Continent acquière pour 700 milliards d'euros de produits énergétiques américains et à réunir 550 milliards d'euros d'investissements privés européens sur le territoire des Etats-Unis* ». Défaite en rase campagne de Madame von der Leyen.

L'attitude européenne stupéfie jusqu'en Chine.

Ainsi, l'éditorial du 8 janvier du *Global Times* chinois (2). « *Face à la montée de l'hégémonie et de l'unilatéralisme, l'Europe a fait preuve d'une hésitation et d'une indécision considérables. Celles-ci découlent principalement de deux illusions. Premièrement, elle repose sur l'espoir que «les États-Unis se porteront mieux si un autre parti accède au pouvoir» ; deuxièmement, elle nourrit l'illusion que «l'Europe ne deviendra pas la prochaine cible d'intimidation».* Et, constat qui engage à réfléchir : « *Ce que l'Europe doit véritablement se demander, c'est : en tant que pôle clé d'un monde multipolaire, comment doit-elle se définir ? Certains Européens ressemblent à des «actuaires géopolitiques», paraissant perspicaces mais aboutissant à un constat profondément confus. Sur les questions fondamentales de bien et de mal, si l'Europe répond systématiquement aux comportements hégémoniques par l'apaisement et le compromis, traite la morale et la conscience comme des marchandises, et place les préférences de Washington au-dessus de tout, elle se rend complice de l'hégémonie et des jeux de pouvoir* ». Nous ajouterions : à son détriment.

Ainsi en est-il du traité du Mercosur, négocié dans le monde d'avant depuis 25 ans, malgré tout

ce qui a changé, constatait l'éditorial du *Monde* le 5 septembre dernier (3) : « *Rapports de force entre les blocs, évolution des alliances géopolitiques, recul du libre-échange, déclin de l'Organisation mondiale du commerce, accélération du changement climatique, tensions au sein du monde agricole* ». Et bien que « *les pays du Mercosur comme les Vingt-Sept (soient) désormais vulnérables aux caprices d'un président des Etats-Unis capable d'imposer des droits de douane à ceux qui refusent de faire allégeance* ». Ajoutons, conseillait François Soulard pour la revue *Conflits* (4) il y a déjà un an, que « *l'Europe et le Mercosur apparaissent comme deux puissances assoupies dans le tumulte géostratégique actuel* ».

En clair : « *La première est en droit de se réjouir d'un bilan commercial excédentaire avec la plupart de ses partenaires internationaux. Mais elle rechigne à s'ériger en acteur géopolitique et diverge dans la compréhension des menaces existentielles qui pèsent sur elle. La seconde en découd d'ores et déjà avec la nouvelle bipolarité sino-américaine et pourrait prétendre, en théorie, à devenir le grenier agroalimentaire du monde. Ses atavismes idéologiques et sa physiologie même en paralysent l'émergence* ».

Néanmoins, Ursula von der Leyen s'apprête à signer un accord conclu déjà en 2019 (sous Emmanuel Macron qui en était donc d'accord) puis reporté en raison de la déforestation entreprise par le président Brésilien d'alors, M. Bolsonaro, repris en 2024 sans clauses de sauvegarde, retardé encore en septembre dernier - et que le président Lula exige maintenant de signer enfin : « *Si l'UE n'approuve pas l'accord maintenant, nous serons fermes avec eux* », a menacé Lula lors d'une réunion ministérielle » (le 17 décembre 2025), précisant que « *si l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur n'était pas bouclé rapidement, le Brésil ne le signerait pas tant qu'il dirigerait le pays* » (5). Depuis, des « clauses de sauvegarde » ont été négociées - qui ne règlent en rien le différend concurrentiel.

De quoi s'agit-il ?

Pour Maxime Combes, économiste à l'Aitec (Association de solidarité internationale engagée pour la justice économique, sociale et écologique), « *nous sommes dans une situation où les marchés agricoles sont encore relativement dépendants de droits de douane, de quotas d'importation, de limitations tandis que le reste a été très largement libéralisé. Pour négocier avec les grandes puissances et étendre cette libéralisation des marchés, l'UE doit nécessairement mettre sur la table son propre marché agricole. Les marchés agricoles européens deviennent une monnaie d'échange, et la Commission européenne l'assume parfaitement* » (6). Supprimer 90% des droits de douane signifie accepter les produits agricoles sud-américains avec OGM, pesticides, antibiotiques dont l'usage est interdit aux agriculteurs européens. Contre la disparition des droits de douane sur les produits industriels - en particulier les voitures allemandes, par exemple, des machines et équipements et des produits chimiques.

Le détail ? Le Sénat a produit un rapport parfaitement documenté en novembre dernier (7) qui soulignait le risque sur le volet agricole d'un « *accord exposant les producteurs de l'Union à une concurrence déloyale et les citoyens européens à des risques sanitaires* ».

Emmanuel Macron, depuis neuf ans favorable au Mercosur et depuis toujours à la mondialisation heureuse et au fédéralisme européen, dit, devant la contestation en cours en France (solidarité agricole et 79% de soutien des Français), ne pas vouloir signer l'accord.

Mais il a échoué à constituer une minorité de blocage au sein de l'UE, la Commission ayant acheté la réticence italienne en lui accordant par anticipation des fonds considérables - et en débloquant 45 milliards d'euros pour la PAC (Politique agricole commune).

Le tournant est majeur pour la France, qui enregistre en 2025 le premier déficit agroalimentaire en 50 ans (9). Et peut-être pour l'UE.

Le très européen et très souvent pertinent Wolfgang Münchau (EuroIntelligence) le sait : il se souvient de la crise de la chaise vide ouverte par de Gaulle en 1965-1966. Que le déclencheur en a été « *un désaccord sur le financement de la politique agricole commune* ». Or, dit-il, « *il existe un rare consensus politique en France à ce sujet. Les partis politiques français ne parviennent pas à s'entendre sur le budget, mais ils sont unanimes dans leur rejet de l'accord avec le Mercosur* ». Et, inquiet : « *Et si le « non » français reste un « non » ? Ce serait la première fois que l'UE signerait et mettrait en œuvre un accord commercial majeur sans le consentement de l'un de ses membres fondateurs* ». Alors ? « *Un accord avec le Mercosur adopté par l'UE et rejeté par la France ne risquerait-il pas de rouvrir un vieux schisme et de faire resurgir le spectre des chaises vides de de Gaulle ?* ».

Alors le temps serait venu de considérer que la structure actuelle de l'UE date aussi « *d'une autre époque, d'un autre monde* » et d'enfin épouser le monde d'aujourd'hui. De cesser, pour l'Europe, d'être un nain géopolitique et de retrouver son chemin particulier pour la France.

Rien d'impossible, en fait. Dans quinze mois, peut-être ?

Hélène NOUAILLE

[La lettre de Léosthène du 10 janvier 2026](#)

Document : extrait de la lettre 1887 du 19 février 2025, **Pour l'Europe, le dernier métro**

Document cité: *Vie Publique* (services du Premier ministre), novembre 2018, Marion Gaillard, *De la stratégie de Lisbonne à la stratégie Europe 2020*

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38558-de-la-strategie-de-lisbonne-la-strategie-europe-2020>

« *Durant les années 1990* », peut-on lire sur le site Vie publique, rattaché aux services du Premier ministre, « *un écart important se creuse entre l'Europe et les États-Unis, alors que les puissances économiques émergentes progressent et que le Japon demeure très performant en recherche-développement (R&D), proportionnellement à sa population* ». C'est alors, poursuivait le docteur en histoire Marion Gaillard en 2018, que « *devant ce décrochage, les États européens ont élaboré, lors du Conseil européen de Lisbonne les 23 et 24 mars 2000, une stratégie, dite « **stratégie de Lisbonne** », visant à faire de l'UE en 2010 « **l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde**, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* ».

En France, nous étions sous le président Jacques Chirac, en Allemagne sous le chancelier Gerhard Schröder, Romano Prodi dirigeait la Commission européenne (1999-2004, avant Manuel Barroso).

Mais ? **Le constat est cruel** : « *Cette stratégie a échoué* ». Dans tous ses objectifs. La recherche (« *Alors qu'elle prévoyait d'affecter au budget de la recherche 3% de son PIB, l'UE dans son ensemble n'y consacre que 1,9%* » contre 2,16% aux Etats-Unis), la croissance (« *le taux de croissance visé était de 3% et il n'a atteint que 1,25% en moyenne* »), l'emploi (« *le but fixé était un taux d'emploi global de 70% et il n'était que de 64,3% en 2011 ; celui des 55-64 ans devait d'élever à 50% et n'atteignait à la même date que 47,4%* »). Il faut donc le dire : « *Malgré le bilan de mi-parcours réalisé en 2004 par Wim Kok, ancien Premier ministre des Pays-Bas, et la réorientation opérée en 2005, l'échec était patent en 2010* ».

*On se fixe alors un nouvel objectif, avec les « **trois axes de la Stratégie Europe 2020** ». Nous sommes en 2010 avec Nicolas Sarkozy en France, Angela Merkel en Allemagne et Manuel Barroso à la Commission.*

Hélas, nouvel échec. « *Alors qu'on arrive presque à l'échéance de cette stratégie* » constatait donc Marion Gaillard en 2018, « *on sait déjà que beaucoup de ces objectifs, notamment en matière de chômage, de pauvreté ou de recherche et développement ne seront pas atteints. Depuis son adoption, la situation économique de certains pays s'est dégradée, avec une récession persistante au milieu de la décennie 2010, une dette croissante, un chômage et une pauvreté en augmentation* ». Nous sommes en 2025, Emmanuel Macron approche la fin de son mandat, Olaf Scholz ne sera plus chancelier le 23 février prochain, Ursula Von der Leyen se maintient à la Commission. La croissance dans l'UE a été de 0,9% en 2024, celle de la France de 1,1%, celle de l'Allemagne, en récession pour la deuxième année consécutive, de -0,2% (le FMI évoque +2,8% pour les Etats-Unis). La dette en France est de 3 228 milliards d'euros (fin deuxième trimestre 2024), 112% du PIB, elle a bondi de 1000 milliards d'euros en moins de dix ans avec Emmanuel Macron.

Telle est la réalité - une bérézina.

Notes :

(1) *Le Monde diplomatique*, octobre 2025, Morvan Burel, *L'Europe à contresens sur l'autoroute de l'histoire*

<https://www.monde-diplomatique.fr/2025/10/BUREL/68812>

(2) *The Global Times*, le 8 janvier 2026, *Faced with hegemonic coercion, Europe can no longer pretend to be asleep: Global Times editorial*

<https://www.globaltimes.cn/page/202601/1352722.shtml>

Traduction en français :

<https://reseauinternational.net/face-a-la-coercition-hegemonique-l-europe-ne-peut-plus-faire-se-mblant-de-dormir/>

(3) *Le Monde*, le 4 septembre 2025, Editorial : *L'accord avec le Mercosur, miroir d'une double perte d'influence*

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/04/l-accord-avec-le-mercousur-miroir-d-une-double-perte-d-influence_6638878_3232.html

(4) *Conflits*, le 27 décembre 2024, François Soulard, *L'accord UE-MERCOSUR : bond en avant ou cheval de Troie économique ?*

<https://www.revueconfits.com/laccord-ue-mercosur-bond-en-avant-ou-cheval-de-troie-economique/>

(5) BFMTV/AFP, le 17 décembre 2025, *C'est maintenant ou jamais: le président brésilien Lula menace de ne pas signer l'accord UE-Mercosur si Bruxelles tarde trop*

https://www.bfmtv.com/economie/international/c-est-maintenant-ou-jamais-le-president-bresilien-lula-menace-de-ne-pas-signer-l-accord-ue-mercosur-si-bruxelles-tarde-trop_AD-202512170728.html

(6) Politis, le 27 novembre 2025, Vanina Delmas, « *L'accord UE-Mercosur, le traité de libre-échange le plus contesté de l'histoire européenne* »

<https://www.politis.fr/articles/2025/11/laccord-ue-mercosur-le-traite-de-libre-echange-le-plus-conteste-de-lhistoire-europeenne/>

(7) Sénat, le 20 novembre 2025, *Proposition de résolution en application de l'article 73 quinque C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur*

<https://www.senat.fr/rap/I25-147/I25-147.html>

(8) EuroIntelligence, le 9 janvier 2026, Wolfgang Münchau, *The empty chair on Mercosur*

<https://www.eurointelligence.com/>

(9) Terre-Net/AFP, le 19 novembre 2025, *La balance commerciale alimentaire française au plus bas en 2025*

<https://www.terre-net.fr/echanges-mondiaux/article/890279/1er-deficit-commercial-agroalimentaire-en-50-ans-pour-la-france-en-2025>